TABLE RONDE L'ARGENTINE EN 2018: LES GRANDES REFORMES SERONT-ELLES UN GAGE DE PROSPERITE?

Intervention de l'honorable Federico PINEDO, Président Provisoire du Sénat de la Nation Argentine.

© Photographies de Vincent Baillais – France-Amériques – 24 septembre 2018

Les démocraties modernes, dans lesquelles l'ancien pouvoir fort des présidents qui entretenaient des relations verticales avec leur peuple a été remplacé par la participation horizontale permanente de l'opinion publique par le biais des réseaux sociaux, doivent faire face au problème du populisme, qui touche l'ensemble du monde. Le phénomène du populisme concerne des cas extrêmes comme le Venezuela, des cas graves comme le Brésil et l'Argentine, des phénomènes tels que le Brexit ou les populismes européens d'extrême droite ou de gauche, tels que *Podemos* en Espagne.

Le populisme signifie deux choses: 1) que les dirigeants, pour accroître leur pouvoir à court terme, recherchent des satisfactions au présent, en leur sacrifiant le long terme, et 2) que l'accumulation de pouvoir s'appuie sur la division de la société : les bons, ceux qui sont du côté du gouvernement, et les méchants, tous les autres. Les énergies sont ainsi investies dans la négation de l'autre et non dans une construction commune.

L'Argentine est l'un des premiers exemples de sortie démocratique d'un populisme fort, grâce à l'émergence d'une nouvelle force politique qui vise à garantir l'égalité des chances par l'éducation et le travail, qui croit à la démocratie libérale, à la liberté des personnes, à l'économie de marché et à une meilleure interaction avec le monde.

C'est pourquoi le cas de l'Argentine est intéressant, et qu'il est important qu'il soit pris en compte et soutenu ou, du moins, qu'il ne soit pas obstrué ou attaqué à la légère.

Le gouvernement précédent est resté 12 ans au pouvoir, porté par la flambée des prix des matières premières. Ils a cependant terminé son mandat en laissant un déficit de 7% du PIB, un déficit croissant de la balance commerciale, une stagnation des exportations, une inflation supérieure à 30%, 34% de la population dans la pauvreté, les tarifs de l'énergie ne couvrant que 10% du coût de leur production, la destruction de toutes les statistiques, un default partiel de la dette, les réserves de la Banque Centrale dans le rouge et une augmentation des dépenses publiques qui est passée de 22 à 42 points du PIB en une décennie.
Comme je le disais tout à l'heure, populisme signifie que les dirigeants, en vue d'accroître leur pouvoir à court terme, consomment toutes les ressources de richesse au présent en mettant en danger l'avenir, le long terme.

Le Président Macri, en un peu plus de deux ans, et malgré un Gouvernement minoritaire dans les deux Chambres du Congrès, a décidé d'engager un changement culturel: construire de la confiance et parier sur la vérité et le dialogue. Le dialogue ne consiste pas à s'adresser à l'autre, mais à raisonner ensemble en vue de résoudre des problèmes communs.

Nous construisons de la confiance et du dialogue, c'est l'inverse du populisme. Le populisme est fondé sur la division de la société, l'affrontement des uns contre les autres, les bons contre les méchants, afin d'abuser du pouvoir au présent. Le populisme se tourne vers le passé pour rechercher les coupables des problèmes du présent, tandis que le dialogue se tourne vers le futur, qu'il faut construire avec des actions dans le présent. Il s'agit là d'une question culturelle.

En un peu plus de deux ans, nous avons évité le default de la dette et financé la sortie de l'effondrement économique. Nous reconstruisons notre système d'énergie, nous avons lancé le plus grand plan d'infrastructures de l'histoire du pays, maintenu et augmenté même un peu les prestations sociales pour les plus pauvres, avec des allocations familiales et des pensions universelles. Nous investissons des milliards de dollars en énergies renouvelables et développons le deuxième gisement non conventionnel de gaz et de pétrole au monde. Sous le gouvernement précédent, en 10 ans, l'Argentine est passée d'une exportation d'énergie de 5 milliards de dollars à de l'importation pour 10 milliards. Nous prévoyons d'exporter à nouveau l'année prochaine.

Dans le même temps, nous menons un combat acharné contre la corruption. Le prix des routes, au kilomètre, a chuté de 40%, les prix des médicaments critiques, jusqu'à 80%. Les dépenses publiques ont été réduites de 7 points du PIB.

Vous pouvez vous poser la question, qu'est-ce qui se passe en Argentine ? Au début des années 2000 le pays a connu une énorme crise économique et politique, pour grandir ensuite énormément et se heurter à nouveau à des problèmes d'inflation et de pauvreté. Avons-nous les problèmes d'un profil d'exportateurs de matières premières, très exposés aux fluctuations du marché, de dépenses excessives ou des problèmes de gouvernance ?

Je dirais que l'Argentine a eu l'énorme problème de son potentiel, bien que cela puisse paraître paradoxal. Cet énorme potentiel se reflète dans une population de grandes classes moyennes disposant d'une bonne éducation et la ferme intention d'égalité sociale avec un système d'État-providence très fort.

Les deux facteurs, c'est-à-dire le fort potentiel économique avec un secteur primaire exceptionnellement concurrentiel, et la forte demande d'un État social, ont entraîné un déficit budgétaire presque chronique, 63 années sur les 70 dernières. Le fort potentiel permettait le financement d'un État-providence très développé, mais les dépenses excessives ont entraîné des crises majeures, avec des pics d'hyperinflation, dès les années '90, et un default des paiements au début des années 2000.

Chaque crise détruit l'État-providence. Une nouvelle crise de ce type aurait pu se produire au moment de l'entrée en fonctions du Président Macri, mais la confiance suscitée par son gouvernement a permis de l'éviter.

Le programme du Président Macri était et reste toujours celui de parvenir à l'équilibre macroéconomique, développer simultanément les infrastructures de production (routes, voies ferrées, énergie, ports …) et augmenter la productivité de l'économie avec une plus grande diversité et une plus grande ouverture au monde.

L'objectif était de faire baisser le taux d'inflation, qui était de plus de 30% par an, et de croître afin de réduire le déficit fiscal, sur la base de financements relativement peu chers, comme ceux de ces dernières années.

C'est arrivé. Après une année 2016 très difficile, avec une baisse de la production, l'année 2017 a connu une croissance, pour la première fois en 6 ans, à un taux de 3%, avec la création de 600 000 emplois.

Mais cette année 2018, l'Argentine a connu la plus grande sécheresse des 50 dernières années, ce qui lui a fait perdre des exportations et des devises étrangères pour près de 10 milliards de dollars. À cela sont venues s'ajouter la hausse des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale américaine, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, une longue récession économique au Brésil, qui représente un tiers de notre commerce extérieur, la hausse du pétrole que nous importons, la chute des prix du soja que nous

exportons et la crise turque. Nous avons perdu l'accès aux marchés des capitaux, ce qui a produit deux crises du marché des changes ayant eu des conséquences sur notre monnaie, le peso. La cotisation du dollar américain a augmenté de 100% cette année et, à sa suite, l'inflation a de nouveau également augmenté.

Face à cette situation, le Président Macri a décidé de passer le plus grand accord avec le Fonds Monétaire International jamais signé dans l'histoire de cette organisation multilatérale, à savoir un prêt de 50 milliards de dollars sur trois ans, et accéléré la réduction du déficit fiscal. Le mois prochain, nous devons voter un budget avec un déficit primaire nul, alors que le déficit de l'an dernier était de 4,3% du PIB et que celui de cette année, qui devait atteindre 3,1%, sera de 2,7% ou quelque chose de moins. L'année prochaine, nous prévoyons de réduire fortement l'inflation en raison de l'équilibre macroéconomique et de relancer une croissance durable dans le temps.

Si nous votons un budget sans déficit primaire dans les prochains jours, nous démontrerons que l'Argentine n'a pas des problèmes de gouvernance (bien que le Gouvernement soit minoritaire dans les deux chambres du Parlement) et que nous sommes en mesure d'avoir un développement durable sur des bases saines.

Une récolte historique record pourrait éventuellement nous aider en 2019, mais notre vulnérabilité externe n'est pas supérieure à celle de l'Australie ou du Chili, avec plus de 50% des exportations en produits primaires.

Le nouvel objectif de la politique économique de l'Argentine est d'éliminer rapidement et définitivement le déficit fiscal pour relancer, sur cette base de stabilité et d'équilibre macroéconomique, une croissance vigoureuse.

Permettez-moi de faire un dernier commentaire sur nos relations extérieures, d'investissement et de commerce. Sous l'impulsion de l'actuel Gouvernement, l'Argentine franchit les dernières étapes en vue de son entrée à l'OCDE, ce qui représentera un bond de confiance en avant en matière de règles communes à long terme. Dans le même temps, nous avons, avec le Mercosur, fortement encouragé l'accord de libre-échange avec l'UE, et atteint une "zone d'accord". Il y a une opportunité de signature avant les élections brésiliennes du 7 octobre.

L'Argentine a des IDE pour 75 milliards de dollars, dont 35% dans le secteur manufacturier. Par ailleurs, notre Agence d'Investissements a détecté de nouveaux investissements étrangers pour un montant de 115 milliards de dollars sur les 5 prochaines années. Un peu moins de la moitié concernera les énergies non conventionnelles (environ 40 milliards de dollars américains seront investis dans le gisement appelé *Vaca Muerta*), renouvelables (il y en avait déjà 6 milliards) et des mines (10%).

Les industries et les PME argentines se sont rééquipées dernièrement pour être plus compétitives et ont importé de nombreux biens d'équipement ces deux dernières années.

Avec le Brésil, notre partenaire stratégique, nous avons également engagé des négociations de libre-échange avec le Canada, Singapour, la Corée et l'AELE (EFTA, en anglais). Nous avons déjà approuvé l'accord Mercosur-Égypte, qui constitue notre septième destination d'exportation (1,8 milliards de dollars américains en 2016) et permettra à 60% de nos exportations d'entrer sans droits de douane. L'Argentine a également conclu des accords de libre-échange avec le Chili et les Émirats Arabes Unis et un accord de double imposition qui multipliera plusieurs fois les échanges de services logiciels, informations et communications avec le Brésil. Avec la Colombie, nous augmenterons la vente de voitures pour 700 millions de dollars. Avec les États-Unis, nous avons ouvert des marchés pour les citrons et la viande, nous avons maintenu l'acier et l'aluminium et conservé environ 500 produits sans droits de douane. Avec la Chine, nous ouvrons des marchés de façon permanente, les plus récents étant l'huile de soja et les viandes.

Au cours des deux dernières années, nous avons éliminé les barrières sanitaires de 150 marchés dans 40 pays, grâce à quoi les exportations de viande ont augmenté de 40% en un an.

Nous espérons que l'accord entre le Mercosur et l'Union Européenne pourra bientôt se concrétiser : l'Europe représente 15% des importations et 22% du PIB mondial.

Mais je dirais que notre grand pari est la confluence des deux grands espaces commerciaux latino-américains, le Mercosur et l'Alliance du Pacifique. L'Alliance entre le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique compte 200 millions d'habitants avec des économies ouvertes. Nous espérons converger vers un espace plus intégré avec eux, avec le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Cela permettrait à l'Argentine de servir de passerelle pour les investissements dans toute la région dans les années à venir, créant ainsi de nombreuses opportunités d'affaires.

À l'heure actuelle, je dirais que les principales opportunités commerciales se trouvent dans le secteur des infrastructures (nous avons voté une importante loi de participation public - privé, avec des offres déjà acceptées pour un montant de 6 milliards de dollars américains), c'est-à-dire l'énergie, l'alimentation, les mines, le tourisme et les services d'exportation.

Le commerce avec la France a beaucoup diminué au cours de l'expérience populiste argentine. Nos exportations vers la France sont passées de 800 millions de dollars américains en 2008 à 400 millions cette année, bien que les entreprises françaises exportent depuis l'Argentine pour un montant supplémentaire de 300 millions de dollars américains par an.

L'Argentine n'a pas encore commencé à se développer. Alors que le Chili dispose de dépôts et de crédits bancaires pour l'équivalent de 80% de son PIB, l'Argentine n'en détient que 14%. L'Argentine est le 54ème pays en financement sur les marchés financiers et devrait augmenter de 80 milliards de dollars américains pour progresser de

4 places et se placer comme le Pérou. L'Argentine représente une excellente opportunité de développement, une fois atteinte la stabilité macroéconomique que nous visons à partir du budget national de l'année prochaine.